

JANVIER '26 / N°1



GREENFO

LE MAGAZINE DES VERT·E·S SUISSES

> OUI À L'IMPOSITION INDIVIDUELLE : UN PAS VERS L'ÉGALITÉ	4
> CONGÉ FAMILIAL : BON POUR LES FAMILLES ET LA SOCIÉTÉ	5
> PAS D'ARMES SUISSES DANS DES ZONE DE CONFLIT!	7



**REPRENONS LA MAIN
SUR NOTRE AVENIR!**

OUI AU
FONDS CLIMAT
LE 8 MARS

POUR LE CLIMAT, MOUILLONS LE MAILLOT !

Plus que jamais, la Suisse a besoin d'un projet rassembleur, pour construire un avenir commun. Le fonds climat est le projet de notre génération.

Cinq ans après l'échec de la loi sur le CO2 en 2021, qui prévoyait principalement des taxes incitatives pour protéger le climat, le fonds climat propose une autre voie : des investissements publics, financés de façon solidaire, pour aider la population et l'économie face à la crise climatique.

A noter : en cinq ans, la majorité de droite n'a, elle, pas avancé – ou presque ! Le chef climat de l'Office fédéral de l'environnement le dit lui-même : avec les mesures actuelles, nous manquerons nos objectifs climatiques – et massivement.

Le Conseil fédéral trouve des milliards pour des avions de guerre, avec Trump dans le cockpit, mais coupe massivement dans les transports publics, les projets pilotes solaires ou le soutien aux petits propriétaires pour l'assainissement énergétique.

Quand Economiesuisse et le Conseil fédéral prétendent qu'il n'y a pas d'argent, c'est faux. Il n'y a pas de volonté. Ni de vision d'avenir. Ce qui ne manque pas, en revanche, est de lobby pour les énergies fossiles. Mais ce n'est pas une fatalité. L'initiative pour un fonds climat peut tout changer ! Cette campagne est notre campagne et nous avons besoin d'une énorme mobilisation.

Il ne reste que quelques semaines pour mettre le climat au centre des discus-

ons. Pour ça, on a besoin de votre aide : participez aux grandes distributions de flyers pour toucher au moins 200'000 foyers, venez sur les stands pour parler directement à la population et envoyez des cartes postales à vos connaissances.

Faire campagne est un acte de résistance collective. Un acte d'espoir commun. Personne ne nous fera taire : nous serons toujours la voix du climat.

Chacune et chacun de vous peut contribuer à ce que cette voix soit puissante le 8 mars prochain.

Lisa Mazzone
présidente des VERT-E-S suisses
📧 lisa_mazzone

Impressum

Greenfo – Le magazine des VERT-E-S suisses
Waisenhausplatz 21, 3011 Berne
031 326 66 00
www.verts.ch - verts@verts.ch

Tirage 3950 exemplaires
Rédaction : Marjorie Spart, Florian Wüstholtz
Traduction : Madeleine Zbinden, Marjorie Spart
Mise en page et illustrations : Tom Wahli
Imprimerie : Bubenber Druck
Photos : Adobe stock (p.1), Les VERT-E-S suisses (p.2, 3), GettyImage (p.3), Béatrice Devènes (pp.3, 4, 5, 6), Monika Flückiger (pp. 4, 6), Oleksandr Lypa/Depositphotos (p.5), Dani Enamorado/Freeepik (p.7), mäd (pp.7,8)

Paraît quatre fois par an.
Abonnement annuel : CHF 20.–
(compris dans la cotisation de membre)

Soutenez les VERT-E-S en versant un don
IBAN CH02 0900 0000 8002 6747 3 ou
www.verts.ch/faire-un-don

VOTATION DU 8 MARS

OUI à l'initiative pour un fonds climat

OUI à l'imposition individuelle

NON à l'initiative sur l'argent liquide
OUI au contre-projet

NON à l'initiative contre la SSR

REPRENONS LA MAIN SUR NOTRE AVENIR: OUI AU FONDS CLIMAT!

Le 8 mars, faisons avancer la protection du climat et barrons la route au lobby pétrolier. En disant Oui à l'initiative pour un fonds climat, la Suisse pourra investir massivement dans des mesures concrètes qui protègent le climat, notre santé et assurent notre avenir. C'est le grand projet de notre génération!

Reprenons la main sur notre avenir ! La Suisse en tant que pays alpin est très fortement touchée par la crise climatique. Elle se réchauffe deux fois plus vite que la moyenne mondiale, en affichant déjà 2,9 °C de plus qu'à l'ère préindustrielle. Nos glaciers disparaissent, les villes suffoquent tandis que les inondations et les extrêmes météo se multiplient. Les derniers scénarios climatiques de la Confédération sont alarmants : sans mesures de protection supplémentaires, elle risque d'atteindre un réchauffement de 5°C d'ici la fin du siècle.

Malgré ces faits, le Conseil fédéral démantèle la protection du climat, remet le nucléaire – au lieu du solaire – à l'ordre du jour et mise sur l'achat de compensations de CO₂ à l'étranger. Pourtant, en 2023, la population a plébiscité clairement la neutralité climatique à l'horizon 2050, en acceptant la loi sur le climat.

Sans nouvel impôt, ni taxe

La Suisse doit prendre ses responsabilités ici et maintenant! Le fonds climat est l'outil qui permettra d'atteindre ce but car il fait de la protection du climat et de la nature une mission publique, dont le financement est ancré dans la Constitution. Grâce au fonds climat, la Suisse pourra investir chaque année 0,5% à 1% du PIB dans les énergies renouvelables, la rénovation des bâtiments ou encore la mobilité durable, sans introduire de nouvel impôt ni de taxe. Le fonds est donc socialement supportable et ne coûte rien aux contribuables. De plus, il favorise nos entreprises qui pourront former les spécialistes nécessaires au tournant écologique.

Ensemble, remettons la politique climatique du Conseil fédéral sur de bons rails. En agissant aujourd'hui, on pourra prévenir les dommages climatiques, rendre les villes résilientes à la chaleur,

renaturer les cours d'eau, décarboner les chauffages et les transports. Le fonds climat profitera aussi aux cantons et communes qui aujourd'hui payent les dégâts climatiques.

Investir aujourd'hui pour demain

Les coûts de l'inaction explosent et pourraient atteindre 34 milliards de francs par an, d'ici 2060. Investir aujourd'hui, c'est protéger notre avenir, notre santé, nos habitats, notre nature, nos ressources naturelles. Investir dans les énergies renouvelables nous libère du joug énergétique d'autocraties pétrolières. Ensemble, offrons à nos enfants d'un avenir où il fait bon vivre. Oui au fonds climat le 8 mars !



Christophe Clivaz
conseiller national VS
✉ christophe-clivaz.bsky.social



Un sac ?



Des cartes postales ?



Des autocollants ?

**ANNONCEZ MAINTENANT
LA COULEUR**

**COMMANDEZ DU
MATÉRIEL GRATUIT**

verts.ch/campagne/initiative-pour-un-fonds-climat



POUR L'ÉGALITÉ FISCALE !

L'imposition individuelle permettra enfin aux femmes mariées de ne plus être considérées comme un « accessoire » de leur mari par les Services des contributions. Elle met fin à la pénalisation du mariage et favorise l'indépendance financière des femmes, et donc l'égalité.

L'état civil ne doit plus avoir d'influence sur le montant de la facture fiscale. Si l'imposition devient individuelle, chaque adulte remplit une déclaration d'impôts et en paie selon son revenu et sa fortune, ce qui met fin à toutes les discriminations, comme la pénalisation des couples. Une imposition équitable pour toutes et tous !

À l'heure actuelle, la plupart des pays en Europe ont instauré l'imposition individuelle. C'est la réponse progressiste aux acquis sociétaux de ces dernières décennies, à l'égalité et à l'émancipation des femmes.

En effet, l'actuel système fiscal est basé sur le modèle familial d'après-guerre et incite la femme mariée à n'avoir qu'une faible activité professionnelle, voire pas du tout. Et, sur la déclaration d'impôts, elle reste un « accessoire » de son mari. C'est complètement obsolète ! L'imposition individuelle est un succès important pour dépasser cette vieille répartition des rôles.

Si chacun-e remplit sa déclaration d'impôts, elle ou il améliore sa compétence financière et sait où en sont ses finances. De plus, chaque conjoint est encouragé à avoir un revenu professionnel. Résultat : les femmes et les

mères deviennent financièrement plus indépendantes et ont une meilleure prévoyance-vieillesse.

Ce changement de paradigme profitera à la moitié de la population qui payera moins d'impôts, tandis qu'il ne change rien pour 36%. Et pour compenser, les 10% plus riches en payeront plus. Conclusion : oui à l'imposition individuelle le 8 mars !



Sophie Michaud Gigon
conseillère nationale VD
smichaudgigon

UNE SSR FORTE CONTRE LES FAKES NEWS, POUR LA DÉMOCRATIE

Réduire de moitié le budget de la SSR est extrêmement dangereux alors que les fausses informations inondent le monde numérique. Nous avons besoin d'informations et de débats équilibrés dans toutes les régions du pays.

Les médias sont en crise : les recettes publicitaires diminuent, de moins en moins de personnes s'abonnent aux journaux et les médias suisses doivent rivaliser avec les courtes infos qui inondent les réseaux sociaux.

Dans cette situation, réduire la redevance de la SSR est aussi absurde que dangereux. Seule la SSR garantit l'équilibre des informations et des débats dans toutes les régions linguistiques de Suisse. Une réduction massive des subventions entraînerait une diminution des informations, de la culture, du sport et des divertissements provenant de toute la Suisse.

Nous le voyons dans d'autres pays : plus l'offre médiatique est pauvre, plus les fausses informations influencent les élections et les votations. Dans ce contexte de désinformation, il devient impossible de distinguer le vrai du faux. Voilà exactement ce que cherchent les initiant-e-s UDC, pour tirer profit de la désinformation.

Nous constatons aujourd'hui déjà que la baisse de la redevance à 300 francs entraîne une coupe massive dans les effectifs de la SSR. Des postes sont supprimés, des émissions annulées et du personnel licencié. Accepter l'initiative « 200 francs, ça suffit ! » revient à

aggraver la situation.

Le 8 mars prochain, il faut clairement rejeter cette initiative dangereuse pour la cohésion nationale et la démocratie. La SSR doit pouvoir continuer à contribuer à la formation de l'opinion publique en diffusant des informations variées.



Delphine Klopfenstein
Broggin
conseillère nationale GE
delphineklopfenstein



CONGÉ FAMILIAL : ET SI LA SUISSE PRENAIT ENFIN SOIN DE SES FAMILLES ?

À la naissance d'un enfant, la Suisse offre seulement 14 semaines de congé maternité et 2 ridicules semaines de congé paternité. Est-ce vraiment suffisant pour garantir le bien-être des familles, l'égalité entre femmes et hommes et un bon départ pour les enfants ? Pour Les VERT-E-S et leurs alliés, la réponse est clairement non ! C'est pourquoi nous avons lancé une initiative pour un congé familial de 18 semaines par parent. Un projet d'avenir, nécessaire et réaliste.

Concrètement, l'initiative pour un congé familial vise à inscrire dans la Constitution un droit à une protection contre les conséquences économiques liées à la parentalité. Elle introduit un congé familial de 18 semaines pour chacun des deux parents, non transférable, indemnisé, et pris en principe l'un après l'autre. Jusqu'à un quart du congé peut toutefois être pris simultanément. Les parents à bas revenus bénéficieront d'allocations pouvant aller jusqu'à 100% du salaire, et les droits acquis en matière de protection de la maternité restent intégralement garantis.

Puissant levier d'égalité

Pourquoi ce changement est-il indispensable ? Parce que les premières semaines après une naissance sont intenses, éprouvantes et décisives. Reprendre le travail trop tôt génère stress et épuisement, au détriment de la santé des parents et du développement de l'enfant. Les études sont claires : les enfants bénéficient pleinement de l'implication des deux parents, sur les plans cognitif, social et émotionnel.

Mais le congé familial est aussi un puissant levier d'égalité. Aujourd'hui,

ce sont encore majoritairement les femmes qui assument le travail de care, avec des conséquences lourdes sur leur carrière. En Suisse, seules 4 % des familles répartissent principalement les tâches domestiques sur l'homme. L'arrivée d'un enfant renforce souvent des schémas inégalitaires, même dans les couples les plus égalitaires au départ.

Pour l'implication des pères

En donnant aux deux parents un temps équivalent et non transférable, l'initiative change la donne. Elle permet aux pères de s'impliquer réellement, de devenir des parents référents à part entière, et aux mères de ne plus porter seules le poids de la conciliation. Résultat : moins de discriminations sur le marché du travail, un retour à l'emploi facilité et à un taux choisi, et une réduction des écarts de salaire et de prévoyance. Et des liens familiaux renforcés.

La Suisse est aujourd'hui à la traîne au sein de l'OCDE en matière de congés liés à la naissance. Pourtant, la dynamique est lancée : acceptation du congé paternité en 2020, initiatives cantonales à Genève ou Bâle-Ville... Il est temps de franchir une nouvelle étape.

Le congé familial n'est pas un luxe. C'est un investissement dans la santé, l'égalité et l'avenir de notre société, les enfants. Une Suisse plus juste commence dès la naissance.

**Merci de signer
l'initiative pour un
congé familial:**



Léonore Porchet
conseillère nationale VD
LeonorePorchet

**LES
LOYERS
SONT TROP
CHERS**

NOUS VOULONS DES LOYERS ENFIN ABORDABLES !

Les loyers ne cessent d'augmenter... Se loger est devenu hors de prix pour beaucoup de personnes. L'initiative sur les loyers, soutenue par les VERT-E-S, veut inverser la tendance.

Ces 20 dernières années, les loyers ont grimpé de plus de 30%, alors que pendant de nombreuses années, il n'y a presque pas eu de renchérissement. Les loyers prennent l'ascenseur, peu importe que les taux hypothécaires baissent, que l'on construise ou non. Le droit du bail fournit des protections insuffisantes. En effet, les prescriptions devant servir à déterminer les loyers en fonction des coûts demeurent très souvent lettre morte.

Dans la pratique, les baisses du taux de référence ne sont le plus souvent pas reportées sur les loyers, si un logement se libère, il est reloué à un prix nettement supérieur. S'y ajoutent les réno-

ventions ou démolitions ayant pour but l'augmentation du rendement.

Remède contre cette spirale inflationniste

Cette spirale ne cesse de s'amplifier et affecte le prix du terrain. Les petits propriétaires ou les coopératives d'habitation ne peuvent souvent pas rivaliser. Ces dernières années, le pourcentage des logements appartenant à des investisseurs orientés sur le rendement a explosé.

Pour remédier à la situation, l'Asloca a lancé l'initiative sur les loyers. Celle-ci veut que les loyers soient réellement calculés selon les coûts et qu'ils soient

régulièrement contrôlés. Actuellement, ceux-ci ne sont vérifiés que si les locataires le demandent.

Signez dès maintenant cette importante initiative grâce à la feuille encartée dans Greenfo et faites-la signer à votre famille et à vos ami-e-s !



Raphael Mahaim
conseiller national VD
📧 raphael.mahaim

RÉSEAU FEMMES VERTES: IT'S TIME TO CARE !

Partout dans le monde, les autocrates attaquent les droits des femmes. Et les masculinistes radicalisent de jeunes hommes sur internet. Ce vent contraire souffle aussi en Suisse : le Parlement renforce le budget de l'armée, mais refuse d'investir dans la sécurité des femmes et des victimes de violences. Les partis bourgeois remettent en question le droit à l'avortement et le financement des bureaux de l'égalité.

Ensemble, nous initions le changement : nous sommes le premier parti qui a demandé le mariage pour toutes et tous, qui a amélioré le droit pénal sexuel et qui a demandé et obtenu des statistiques sur les féminicides.

Mais les défis sont encore nombreux pour mener une politique qui prend soin de tout le monde. Car les discriminations et la haine se multiplient contre les femmes issues de la migration, les femmes en situation de handicap,

ou contre la communauté lgbt.

Les VERT-E-S défendent un féminisme inclusif et social. Dans ce combat, nous devons aussi prendre soin les unes des autres –et de nous-mêmes.



Léonore Porchet
conseillère nationale VD
📧 LeonorePorchet

17 14 MARS | 10H30 | PALAIS FÉDÉRAL

Le Réseau femmes Vertes se réunit une nouvelle fois pour discuter de notre nouveau papier de position pour l'égalité. Comment agir pour mettre un féminisme inclusif à l'agenda politique ?

Inscrivez-vous à cette rencontre. Je me réjouis de vous voir !



RORSCHACH N'A PAS BESOIN D'UN 3^e ACCÈS AUTOROUTIER

Le canton de St-Gall veut construire une nouvelle route cantonale – et une jonction autoroutière supplémentaire – au bord du lac de Constance. Au sein d'une large alliance, les VERT-E-S du canton de St-Gall ont déposé un référendum.

En disant clairement Non aux méga-autoroutes le 24 novembre 2024, la population suisse a signifié qu'elle voulait rendre les transports plus durables. Cela n'empêche pas le canton de St-Gall de planifier de nouvelles capacités routières, et donc du trafic supplémentaire.

La « Stadt am See », réunissant les communes de Rorschach, Goldach et Rorschacherberg, dispose déjà de deux accès autoroutiers très rapprochés. Insuffisant pour le lobby routier : il veut construire un 3^e raccordement à « Witten », à 2 km de celui de « Meggenhus », ainsi qu'une nouvelle route cantonale. Ces nouvelles constructions détruisent

de précieuses terres labourables et aggravent le mitage croissant de la région au détriment de la nature et de l'agriculture. De plus, des forêts devront être défrichées et plus d'une centaine de vieux arbres – parfois protégés, abattus. Des arbres ayant grandi pendant des décennies en milieu urbain sont nettement plus favorables au climat et à la biodiversité que de jeunes arbres de remplacement. Ces 2,2 km coûtent environ 330 millions de francs, soit 150'000 francs le mètre pour cette route de luxe.

Les VERT-E-S, et d'autres partis et associations, ont déposé un référendum

contre cette méga-route au bord du lac. Le 8 mars 2026, la population st-galloise se prononcera sur le crédit prévu. Si elle le rejette, plus question non plus de ce 3^e accès autoroutier inutile.

Infos: www.megastrasse-nein.ch



Daniel Bosshard
président des VERT-E-S St-Gall
député cantonal

CADEAU À L'INDUSTRIE DE L'ARMEMENT, UN AFFAIBLISSEMENT DE LA PAIX

La révision de la loi sur le matériel de guerre constitue un affaiblissement majeur de la politique de paix de la Suisse et prend la forme d'un véritable cadeau à l'industrie de l'armement. Face à cette dérégulation, un référendum est lancé.

Adoptée par le Parlement en décembre, la modification de la loi marque un tournant politique préoccupant. Sous couvert de sécurité et de réalisme géopolitique, elle assouplit les règles encadrant l'exportation d'armes, élargit les dérogations et affaiblit les mécanismes de contrôle et de traçabilité.

À l'origine, le débat portait sur une question précise : comment aider l'Ukraine en respectant le cadre légal? La décision des Chambres ne répond pas à cet objectif, mais ouvre largement les exportations d'armes vers des États problématiques.

Concrètement, la déclaration de non-réexportation ne sera plus systé-

matique, les exportations seront possibles vers 25 pays même impliqués dans un conflit armé, et le Conseil fédéral pourra octroyer des dérogations. Aujourd'hui, les livraisons sont clairement interdites en cas de violations des droits humains, de risques pour la population civile ou de réexportation incontrôlée.

Cette réforme ne sert ni la paix ni la solidarité internationale, mais surtout les intérêts de l'industrie de l'armement. De plus, elle accroît le risque que du matériel de guerre suisse se retrouve dans des conflits meurtriers comme au Soudan, au Yémen ou dans la bande de Gaza.

En affaiblissant la neutralité et

la crédibilité internationale de la Suisse, cette loi tourne le dos à sa tradition humanitaire. La sécurité durable se construit par la prévention des conflits, la diplomatie et le respect du droit international. Les VERT-E-S appellent donc à soutenir le référendum pour stopper ce cadeau à l'industrie de l'armement et défendre une Suisse engagée pour la paix.

Merci de signer le bulletin encarté dans Greenfo.



Clarence Chollet
conseillère nationale NE
[clarencechollet](https://www.instagram.com/clarencechollet)

DÉFENSEUR D'UNE AGRICULTURE DURABLE ET SOCIALE

Rudi Berli a fait ses premiers pas au Conseil national en décembre dernier. Militant de toujours pour une agriculture paysanne et durable, le maraîcher bio qui rejoint les rangs du groupe des VERT-E-S n'envisage l'écologie que si elle est sociale.

Rien ne prédestinait Rudi Berli à devenir agriculteur bio du côté de Genève, ni conseiller national pour les VERT-E-S. Né en 1963, dans une famille plutôt de droite établie dans la campagne zurichoise, Rudi Berli est parti se former à l'école d'horticulture de Lullier (GE), où il a obtenu un CFC de maraîcher. «J'avais envie de produire des légumes, car c'est une activité qui a du sens», souligne-t-il. C'est dans cette même quête de sens qu'il commence à travailler pour les Jardins de Cocagne, cette coopérative agricole qui fournit des légumes bio à près de 400 ménages à Genève. «Travailler en agriculture biologique était pour moi une évidence. Et le modèle collectif et autogéré me convenait à merveille.»

Pour les circuits courts

Rudi s'est politisé très tôt au contact de ses ami-e-s, dans les mouvements de jeunes. «Je me suis engagé pour les centres culturels autogérés, mais aussi dans les luttes pacifistes et contre les centrales nucléaires», énumère-t-il. Après une ex-

périence de cinq ans, dans une ferme en Italie, il revient aux Jardins de Cocagne et s'engage dans la foulée chez Uniterre, le syndicat paysan qui se bat pour une agriculture durable. «On ne parle pas ici que de l'agriculture bio, mais de durabilité dans sa globalité, qui touche aussi bien les aspects sociaux, économiques qu'environnementaux.» En 2003, il devient secrétaire politique chez Uniterre et porte ses combats au niveau fédéral.

Spécialisé dans la politique agricole, il défend la souveraineté alimentaire et l'agriculture paysanne. Pour lui, «il ne peut y avoir de système alimentaire durable, s'il n'y a pas de nombreuses mains qui travaillent la terre», dit-il en plaidant pour une organisation agricole composée de fermes paysannes diversifiées en polyculture-élevage et ancrées dans leur région. Et d'ajouter que l'écologie va de pair avec une agriculture durable. «L'environnement est notre outil de travail. On doit en prendre soin.»

Du militantisme à la politique

Si son cœur est Vert depuis longtemps, Rudi Berli n'est entré dans le parti que récemment, pour les élections fédérales 2023. Et son excellent résultat lui a permis de succéder à Nicolas Walder, en décembre dernier, au Conseil national. A Berne, il entend poursuivre son combat de toujours contre les accords de libre-échange «qui mettent sous pression l'agriculture suisse et qui faussent les prix de l'alimentation». Mais le nouvel élu entend aussi se battre pour des logements abordables, comme il l'a fait à Genève. D'ailleurs, lorsque sa famille s'est agrandie, il n'a pas trouvé à se loger dans le canton de Genève. Raison pour laquelle il a déménagé en France voisine. Pour lui, réduire les coûts de la santé et la charge des loyers sont essentiels pour «libérer du pouvoir d'achat et le réorienter vers l'économie locale et les circuits courts».

Marjorie Spart

MERCI DU FOND DU CŒUR, NICOLAS !

Rudi Berli succède à Nicolas Walder au Conseil national. Nicolas Walder siégeait à Berne depuis 2019 mais a aussi occupé la fonction de vice-président des VERT-E-S suisses. En octobre dernier, il a été élu au gouvernement genevois, où il est maintenant notamment responsable du tournant écologique. Les VERT-E-S remercient chaleureusement Nicolas Walder pour son engagement inlassable tant en politique européenne qu'en faveur d'une politique extérieure suisse humanitaire et axée sur les valeurs : une position indispensable au vu de la posture désastreuse du Conseil fédéral ces dernières années face à la guerre en Ukraine et à Gaza.